

Communication annuelle sur le progrès

Pacte mondial de l'Organisation des Nations Unies

Février 2019

Description des mesures que Fondaction a prises depuis son adhésion au Pacte mondial et mesure des résultats obtenus et attendus, principalement selon les indicateurs de performance de la GRI.

Le Groupe intergouvernemental sur le climat (GIEC) a récemment publié un rapport faisant état de la connaissance sur l'objectif de limiter à 1,5 °C le réchauffement climatique. Les conclusions auxquelles est arrivé le groupe de chercheurs sont sans équivoque: les sociétés doivent agir de façon urgente si elles veulent éviter de subir des conséquences dramatiques. Les deux prochaines années seront cruciales pour l'avenir de l'humanité où des changements concrets en matière de pollution devront absolument être faits. Selon le GIEC, le respect de cet objectif requiert des actions radicales et concertées dès maintenant, car il sera nécessaire de diminuer nos émissions nettes de CO₂ de 45 % par rapport au niveau de 2010 d'ici 2030. Afin de limiter la hausse des températures, l'humanité devra devenir carboneutre en 2050. D'ici 30 ans, il faudrait donc que chaque tonne de CO₂ émise dans l'atmosphère par les humains soit ensuite retirée.

Malgré les nombreuses alarmes et le consensus international de la COP 21 en 2015, les émissions de gaz à effet de serre liées aux activités humaines sont toujours en hausse et elles ont atteint un nouveau pic. En 2018, les émissions de CO₂ liées à l'industrie et à la combustion du charbon, du pétrole et du gaz devraient croître de 2,7 % par rapport à 2017, après une hausse de 1,6 % l'an dernier. La décarbonisation de la production énergétique doit absolument s'accélérer et dépasser le rythme de la croissance économique sans quoi la révolution énergétique nécessaire ne pourra pas s'opérer.

La question des inégalités sociales est inhérente et fondamentale aux enjeux des changements climatiques. En effet, les populations les plus vulnérables, notamment celles qui vivent dans les pays du Sud, mais pas uniquement, sont celles qui subiront le plus les effets des changements climatiques tant en matière d'agriculture que d'alimentation et de santé publique. Les vagues de chaleur, la montée du niveau de la mer, la chute des stocks alimentaires frappent en priorité les pays les moins développés, mais au sein d'un même pays, ce sont invariablement les groupes sociaux les plus vulnérables qui subissent le plus les dommages environnementaux.

Le consensus de la COP 21, qui date déjà de 2015, doit maintenant se matérialiser par une action supranationale où chacune des nations et acteurs de la société civile doivent agir dans une perspective globale. Les sociétés dites développées, comme celle du Québec, ont la responsabilité d'être proactives dans la lutte contre les changements climatiques. Le Québec possède les atouts nécessaires pour contribuer activement au développement d'une société plus prospère, équitable et respectueuse de l'environnement et doit assumer un rôle de leader dans la transition énergétique.

Le développement d'une société plus responsable interpelle les gouvernements au premier chef, mais aussi la société civile, les organisations, les groupes sociaux, les entreprises. La totalité des acteurs sociaux est concernée. Il est maintenant clair que les enjeux auxquels l'humanité est confrontée sont cruciaux et la démonstration a été faite qu'on ne peut dissocier les enjeux sociaux, environnementaux et économiques. Face à des enjeux tels que la sécurité alimentaire, l'accroissement des inégalités, la croissance des emplois atypiques et les libertés citoyennes, il est essentiel que tous les acteurs fassent preuve de responsabilité à l'égard de la nature et de la société. La nécessité d'une démarche commune et intégrée centrée sur l'opérationnalisation des principes de développement durable est devenue incontournable.

Fondaction, le Fonds de développement de la Confédération des syndicats nationaux pour la coopération et l'emploi (ci-après appelé Fondaction ou le Fonds) est une institution indépendante, solide et innovante qui s'est imposé de fortes exigences en matière de gouvernance et de transparence. Depuis sa création, Fondaction cherche à agir sur le moyen et le long termes en prenant en compte, en plus des rendements financiers, des préoccupations de développement économique, d'équité sociale et d'intégrité environnementale dans ses systèmes et processus de gestion. Fondaction procède de la sorte dans ses relations avec les salariés, les actionnaires et les entreprises dans

lesquelles il investit, ainsi que dans ses relations avec l'ensemble de ses parties prenantes.

La mission de Fondation consiste à créer et maintenir des emplois en utilisant l'épargne des travailleuses et travailleurs comme levier de développement économique. Concrètement, elle consiste à offrir un mode d'épargne accessible aux travailleuses et travailleurs québécois et à canaliser ces sommes vers le financement d'entreprises québécoises grâce à un capital patient et une équipe dont les objectifs intègrent les enjeux posés par les exigences de la productivité, de la rentabilité et du développement durable.

Pour chacune des activités, la direction et les salariés de Fondation ont le souci constant des impacts de leurs façons de faire en se questionnant et en recherchant les meilleures pratiques. Les attentes et les intérêts des différentes parties prenantes contribuent à l'identification des grandes orientations et des enjeux stratégiques de Fondation en cohérence avec sa raison d'être. Une partie des activités de Fondation consiste à effectuer divers investissements directs au sein de petites et moyennes entreprises du Québec y compris des entreprises d'économie sociale. Afin de sensibiliser ces entreprises aux enjeux évoqués par le Pacte mondial, les contrats ou conventions de financement prévoient la prise en compte des dix principes énoncés par ce pacte, et ce, depuis 2012. Pour toute la durée de leur partenariat avec Fondation, les entreprises s'engagent à respecter ces principes et à considérer leur adhésion au Pacte mondial.

Les affirmations de ce document sont basées sur les indicateurs de la GRI (Global Reporting Initiative) tel que présenté dans le [7^{ème} rapport de développement durable de Fondation](#). Ce rapport s'articule autour des différents maillons de la chaîne de valeurs de Fondation et vise à présenter les diverses manières dont l'organisation opérationnalise les principes de développement durable.

DROITS DE LA PERSONNE

1. Les entreprises sont invitées à promouvoir et à respecter la protection du droit international relatif aux droits de la personne dans leur sphère d'influence; et
2. Veiller à ce que leurs propres compagnies ne se rendent pas complices des violations des droits de la personne.

Les activités d'investissement de Fondation étant réalisées essentiellement au Québec, où les droits de la personne sont garantis par la Charte canadienne des droits et libertés et la Charte québécoise des droits et libertés, le respect des droits de la personne en est d'autant facilité. Fondation considère que l'emploi constitue le premier moyen de participer à la création et à la redistribution de la richesse, de s'intégrer à la société, d'assurer la vitalité régionale, de contribuer à l'épanouissement des personnes et à la réduction des inégalités. Cette vision s'incarne, entre autres, par l'importance accordée au développement d'entreprises inscrites dans un processus de gestion collaborative, d'entreprises d'économie sociale (autocontrôlées, coopératives ou autres formes), ainsi qu'au développement d'entreprises dont les décisions ou activités contribuent à la protection ou à l'amélioration de la qualité de l'environnement.

L'approche globale de gestion d'investissement et de placement de Fondation tient compte des différents types d'actifs qui composent le portefeuille et surtout, des modes spécifiques de gestion et des objectifs choisis pour chacun qui s'inscrivent tous dans les principes de la finance durable. Cette approche vise à s'assurer que l'ensemble de l'actif de Fondation fasse l'objet d'une évaluation et d'une prise en compte des dimensions du développement durable, que ce soit par l'investissement direct en entreprises, par la participation à divers fonds partenaires et spécialisés ou par les placements sur les marchés financiers. Fondation met à la disposition des entreprises qu'il finance directement un capital patient axé sur le développement et la création de valeur réelle sur un horizon de cinq à huit ans. L'approche de financement de Fondation intègre une évaluation des risques environnementaux et sociaux à l'analyse de chaque nouveau financement. La revue diligente interne est généralement bonifiée par un diagnostic socioéconomique réalisé par des experts externes à Fondation. Ce diagnostic extrafinancier porte notamment sur les modes de gestion, les relations de travail et le respect des normes auxquelles l'entreprise est assujettie.

La performance globale des entreprises du portefeuille d'investissement du Fonds se mesure par les retombées sociales, environnementales, territoriales,

économiques, financières et entrepreneuriales des activités de chacune des entreprises. Afin d'en mesurer les impacts et d'être en mesure d'offrir ou de recommander un accompagnement approprié à chacune d'entre elles, le Fonds a établi une série d'indicateurs dont le déploiement est en cours de réalisation. Le Fonds agit en cohérence avec sa mission en accompagnant les entreprises afin de soutenir l'activité économique ainsi que la création et le maintien d'emplois de qualité dans une perspective de développement durable.

Afin de rendre disponible une offre de financement adaptée aux différents secteurs d'activité, de diversifier l'actif et de partager une expertise et des réseaux, Fondation investit aussi dans divers fonds partenaires ou spécialisés. Le Fonds contribue à l'adoption des meilleures pratiques au sein de l'industrie des fonds de capital d'investissement, en endossant les principes de l'Institutional Limited Partners Association (ILPA). Les principes de l'ILPA constituent un cadre de discussion entre le gestionnaire commandité et les commanditaires investisseurs dans le but d'assurer une saine gouvernance des capitaux, une cohésion des intérêts entre le gestionnaire et les investisseurs ainsi qu'une transparence exemplaire dans la reddition de comptes. Depuis 2010, la convention de souscription pour tout nouvel investissement dans un fonds spécialisé doit être accompagnée d'un rapport de conformité à ces principes. Au 31 mai 2018, plus de 90 % des sommes investies dans des fonds partenaires ou spécialisés étaient dirigées vers un ou des fonds répondant à des aspects sociaux, environnementaux ou de saine gouvernance.

Pour les placements effectués sur les marchés financiers, Fondation fait appel à des conseillers en valeurs externes. Ceux-ci sont en majorité signataires des Principes pour l'Investissement Responsable de l'ONU (PRI). Leur champ d'intervention est encadré par diverses politiques et mandats qui leur sont donnés. En plus de prendre en compte dans ses critères de sélection les positions et pratiques des conseillers en valeurs par rapport aux enjeux environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG), Fondation privilégie ceux dont le siège social est situé au Québec. Lorsque Fondation détient des actions votantes dans des entreprises cotées en Bourse, directement ou par le biais de fonds communs dont il détient des unités, l'exercice des droits de vote doit s'inspirer des Principes pour l'investissement responsable (PRI) et des politiques de Fondation.

Signataire des PRI depuis 2011, Fondation est actif au sein du réseau québécois des signataires des PRI et participe à la sensibilisation des marchés financiers à l'importance d'adopter des comportements responsables prenant en

compte les facteurs environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG). Le Fonds soumet annuellement un rapport au secrétariat des PRI présentant sa contribution à chacun des six principes dans son approche de gestion des marchés financiers et dans l'octroi de financement privé aux entreprises.

NORMES DU TRAVAIL

3. Les entreprises sont invitées à respecter la liberté d'association et à reconnaître le droit de négociation collective;
4. L'élimination de toutes les formes de travail forcé ou obligatoire;
5. L'abolition effective du travail des enfants; et
6. L'élimination de la discrimination en matière d'emploi et de profession.

Fondaction a été créé en 1995 à l'initiative de l'une des plus importantes centrales syndicales québécoises, la Confédération des syndicats nationaux (CSN), avec l'appui d'un réseau de coopératives financières. Fondaction est né d'une loi du Québec qui lui reconnaît sa mission, son indépendance et son engagement envers le développement durable. Le conseil d'administration est constitué à 80 % d'administrateurs indépendants avec une nette distinction entre la gouvernance et les opérations. Le rapport de Fondaction avec la Confédération des syndicats nationaux en est un de valeurs partagées et non d'affiliation, de contrôle ou de propriété. Différentes dispositions à l'intérieur de la convention collective liant Fondaction et le Syndicat des travailleuses et travailleurs de Fondaction garantissent l'exercice d'activités syndicales. Fondaction préconise l'égalité des chances dans le domaine de l'emploi et la convention collective du personnel syndiqué prévoit qu'aucune menace, contrainte ou discrimination ne puissent être exercées à l'endroit d'une personne salariée en raison de sa race, couleur, nationalité, origine sociale, langue, sexe, grossesse, orientation sexuelle, état civil, âge, croyances religieuses, opinions politiques, handicap, liens de parenté, situation parentale ou de l'exercice d'un droit que lui reconnaissent la convention collective ou la loi. Il n'existe pas de différence dans les prestations versées selon les statuts d'emploi des salariés, qu'ils soient à temps plein ou à temps partiel, qu'ils occupent un poste temporaire ou permanent. Aucune personne salariée dirigeante ou dirigeant ne touche une prime au rendement. L'ensemble de la rémunération des employés syndiqués est soumis aux principes de la relativité et de l'équité salariale.

Fondaction privilégie une approche de travail et d'échanges fondée sur les principes de la gestion collaborative qui intègre la prise en compte de facteurs humains tels que les relations et les réciprocités attendues au sein et entre les groupes de travail, les changements technologiques ainsi que les questions portant sur la santé et la sécurité. La convention collective prévoit le traitement de ces questions sur une base paritaire, en s'appuyant sur un comité des

relations de travail qui recherche des ententes sur une base consensuelle pour les mandats qui lui sont confiés. Les délais de notification sont établis en fonction des situations.

Par ailleurs, les activités de Fondation ne présentent pas de risque concernant le travail des enfants et le travail forcé, les législations et réglementations requises étant en vigueur au Québec. De même, en regard de ses financements directs en entreprise, Fondation favorise des conditions de travail équitables et ne s'oppose pas à la volonté de syndicalisation des salariés dans une entreprise au cours du partenariat financier. Le Fonds n'intervient toutefois pas en matière de relations de travail en lieu et place de la direction de l'entreprise ou du syndicat local.

Dans ses relations avec ses fournisseurs, Fondation souhaite s'assurer que les biens et services produits le sont dans le respect des travailleuses et des travailleurs, des communautés et de l'environnement. À cet effet, le plan d'achat responsable énonce les principes à intégrer lors du choix d'un fournisseur. Le Fonds privilégie les produits et services locaux, réalisés par des entreprises syndiquées ou par des entreprises d'économie sociale. Faisant affaire avec des entreprises implantées au Québec, celles-ci sont assujetties à la Charte des droits et libertés canadienne et aux normes du travail du Québec. À notre connaissance, aucune n'a été condamnée pour des pratiques en regard des droits de la personne ou de la législation du travail.

Par ailleurs, le Fonds considère que ces engagements en matière de respect des normes du travail doivent aussi se déployer à travers ses activités d'investissement, Fondation souhaite agir comme vecteur de bonnes pratiques en matière de développement durable, notamment les enjeux relatifs aux conditions de travail. Le diagnostic socioéconomique permet d'apprécier, directement sur les lieux de travail des entreprises, les pratiques en matière de ressources humaines notamment sur l'application des lois, les relations et le climat de travail. Ce diagnostic est effectué à partir de consultations réalisées auprès des équipes de gestion et, mais aussi directement auprès des employés de ces entreprises. La revue diligente, effectuée par les analystes financiers, comporte aussi un volet portant sur les ressources humaines, de sorte qu'on puisse évaluer la capacité des membres de la direction et de leurs équipes à réaliser les objectifs sur lesquels on s'est mis d'accord. C'est ainsi qu'on peut mesurer le degré d'implantation des principes de gestion collaborative.

ENVIRONNEMENT

7. Les entreprises sont invitées à appliquer l'approche de précaution face aux problèmes touchant l'environnement;
8. À entreprendre des initiatives tendant à promouvoir une plus grande responsabilité en matière d'environnement; et
9. À favoriser la mise au point et la diffusion de technologies respectueuses de l'environnement.

La politique environnementale s'articule autour de deux axes prioritaires : la gestion des matières résiduelles et les émissions de gaz à effet de serre dans une perspective de lutte aux changements climatiques. Cette priorisation est le résultat d'un processus d'identification des aspects environnementaux internes significatifs où Fondation peut véritablement agir pour limiter ou diminuer son impact sur l'environnement. Cette politique vise à intégrer les meilleures pratiques en développement durable dans les affaires courantes du Fonds notamment en matière d'achats, de transport, de gestion des immeubles et d'organisation d'événements.

Bien que les activités internes de Fondation présentent une empreinte écologique de faible intensité comparativement à celles d'autres secteurs d'activité, Fondation a adopté une approche intégrée de gestion des impacts environnementaux qui porte non seulement sur ses propres activités, mais également sur ses décisions d'affaires et sur l'amélioration des connaissances dans le domaine. La reformulation en cours des politiques environnementale et d'achat responsable en une politique en écoresponsabilité vise à sensibiliser et à influencer nos parties prenantes internes et externes tels que les entreprises du portefeuille, les salariés, les fournisseurs et les organisations présentes au Carrefour financier solidaire à Montréal et à l'édifice Fondation à Québec. Elle porte, entre autres, sur la gestion des immeubles, la gestion des matières résiduelles, le plan de transport durable à l'intention des salariés et la politique d'achat responsable.

Plusieurs initiatives internes ont été mises sur pied au cours des dernières années, dont la collecte des matières organiques qui a été instaurée en 2015. L'ajout de cette collecte a permis à Fondation d'atteindre un taux de valorisation des matières résiduelles de plus de 84 % et ainsi obtenir l'attestation *ICI on recycle! Niveau 3 Argent* délivrée par Recyc-Québec.

Ainsi, au cours de l'année 2017, Fondation a implanté un projet d'agriculture en circuit court en partenariat avec de nombreux acteurs du milieu. Avec l'appui de La Cuisine Collective Hochelaga-Maisonneuve (CCHM), de MicroHabitat et d'Alvéole, un potager de 46 jardinières et de trois ruches ont été installées sur les terrains de Fondation, dont les denrées produites servent à approvisionner la CCHM. Cette initiative permet de mettre en application les principes de l'économie circulaire et de créer des maillages intéressants avec la communauté avoisinante. De plus, le jardin agit comme outil de sensibilisation aux enjeux agroalimentaires et constitue un exemple d'action concrète en accord avec les valeurs du Fonds. Fondation est aussi un des signataires fondateurs de la Charte d'engagement envers le développement durable des commanditaires et partenaires d'événements du Conseil québécois des événements écoresponsables. Lors de ses cinq dernières assemblées générales annuelles, Fondation a répondu aux exigences de la norme du Bureau de normalisation du Québec ayant trait à l'organisation d'événements écoresponsables, atteignant chaque année le niveau 3 ou 4.

Fondation, dans ses activités internes courantes, consomme peu de matières. Des biens durables comme le mobilier et le matériel informatique constituent les principales consommations matérielles de Fondation. Dans ce domaine nous privilégions le mobilier fabriqué localement et les appareils écoénergétiques. La totalité du papier consommé à l'interne est certifiée « 100 % recyclé postconsommation » et nous tentons de faire de même pour les communications envoyées ou distribuées à nos actionnaires. Malgré la croissance de ses activités, la consommation relative de papier par Fondation continue de décroître grâce aux efforts effectués à l'interne, mais aussi par la transmission électronique de communications et de documents à nos actionnaires.

La consommation d'eau est limitée à la consommation domestique et provient des réseaux d'aqueducs municipaux. Nos installations sanitaires sont équipées de toilettes à faible débit et les bouteilles d'eau de source ont été remplacées par des systèmes de refroidissement d'eau directement reliés à l'aqueduc municipal. Par la nature de ses activités et sa présence en milieu urbain, Fondation a très peu d'impact sur la biodiversité puisqu'aucun milieu sensible ne se trouve près des bureaux de Fondation.

La consommation d'énergie est liée au chauffage, à la climatisation et à l'éclairage des espaces. Au cours des deux derniers exercices financiers, la consommation totale a légèrement augmenté, dû principalement aux conditions climatiques, comme illustré dans le tableau suivant :

| | 2015-2016 | 2016-2017 | 2017-2018 |
|-----------------------|------------------------|------------------------|------------------------|
| Montréal | 2 644 GJ | 2 758 GJ | 2 851 GJ |
| Québec | 352 GJ | 376 GJ | 376 GJ |
| Total | 2 996 GJ | 3 344 GJ | 3 504 GJ |
| Intensité énergétique | 1,09 GJ/m ² | 0.91 GJ/m ² | 0.95 GJ/m ² |

**L'espace considéré s'élève à 3 689 m² pour 2018 et 2017 et à 2 756 m² pour 2014 à 2016.*

Pour Fondation, tout comme pour le Québec, le transport représente une part importante des émissions de gaz à effet de serre relatif à la conduite de ses affaires. À cet effet, plusieurs initiatives ont été implantées au cours des dernières années afin de diminuer l'empreinte environnementale du transport des salariés tant dans leurs déplacements professionnels que dans leurs déplacements domicile/travail. Le programme CarboPOINT vise à récompenser les salariés qui utilisent d'autres modes de transport que la voiture solo. C'est plus de la moitié des salariés qui adhèrent au programme. En plus, Fondation rembourse la moitié du titre mensuel de transport collectif. L'ensemble des émissions émanant des activités de Fondation sont totalement compensées (transports professionnels incluant l'avion, transport du réseau RF, l'assemblée générale annuelle et l'électricité des locaux utilisés par Fondation) par l'achat de crédits-carbone. Ces crédits de compensation proviennent de la Voluntary Carbon Standard (VCS) par l'entremise d'Écotierra, une entreprise partenaire de Fondation qui œuvre dans de multiples projets de reboisement. Avec l'achat de ces crédits, Fondation pourra être considéré comme une organisation carboneutre, car ses activités affichent un bilan nul en matière d'émissions de GES.

| Tableau des émissions de GES – Tonnes équivalentes CO₂ (au 31 mai) | | | |
|--|--------------|--------------|--------------|
| | 2016 | 2017 | 2018 |
| Portée 2 | 17,2 | 5,6 | 5,8 |
| Portée 3 | 300,7 | 321,1 | 390,5 |
| TOTAL | 317,9 | 326,7 | 396,3 |

Fondation a adopté une attitude résolument proactive dans la lutte contre les changements climatiques, particulièrement dans ses investissements et placements. Le Fonds continue d'innover par l'approche avec laquelle il aborde les investissements et comment son action en matière d'environnement ne se limite pas, par exemple, aux investissements dans les technologies propres. En effet, en tant que fonds d'investissement généraliste, Fondation considère que

des actions doivent être prises dans l'ensemble des entreprises, notamment celles des secteurs manufacturiers et des services. Cette vision de l'investissement se concrétise par des investissements qui intègrent les enjeux du développement durable de façon adaptée à chacun des secteurs. À titre d'exemple, le Fonds a mis sur pied le Fonds Biomasse qui vise à promouvoir l'utilisation de la biomasse forestière dans les systèmes de chaufferie institutionnels et manufacturiers. Ce Fonds, mis sur pied en partenariat avec la Fédération des coopératives forestières et le gouvernement du Québec, est un exemple éloquent de l'approche sous-jacente aux investissements de Fondation, car il constitue une démarche concrète qui allie les impératifs environnementaux, la promotion de l'activité économique locale et les enjeux économiques et financiers des entreprises.

Fondation a aussi financé l'acquisition d'une part d'un parc éolien avec la Nation huronne-wendat. Dans ce projet, Fondation a assuré un leadership structurant permettant à la communauté autochtone de conserver le contrôle dans la gestion de leurs ressources naturelles en accord avec les valeurs autochtones tout en promouvant les énergies renouvelables.

Le Fonds offre expertise et accompagnement aux entreprises qui désirent effectuer des améliorations dans leurs processus de production en matière d'efficacité énergétique et autres enjeux touchant l'environnement. L'ensemble du portefeuille est assujéti à une stratégie d'exclusion des entreprises détenant des sources d'énergies fossiles. Cette initiative est motivée par la profonde conviction de Fondation que l'industrie de la finance doit être conséquente avec les conclusions scientifiques relatives aux changements climatiques. Cette orientation a aussi pour effet de diminuer l'exposition du portefeuille à la forte volatilité que connaissent les titres énergétiques dans une perspective de gestion des risques. D'ailleurs, la recherche démontre que la valeur des entreprises de ce secteur prend peu en considération les risques d'impacts de politiques fiscales et réglementaires pouvant affecter leurs perspectives.

Pour la portion de son actif investi dans les marchés financiers, Fondation adopte une approche cohérente avec sa mission en intégrant les enjeux environnementaux, sociaux et de gouvernance (facteurs ESG) dans ses choix de titres et de conseillers en valeurs externes. Ainsi, depuis 2016, Fondation ne possède plus aucun placement lié à des entreprises détenant des réserves d'énergie fossile. De plus, Fondation est devenu signataire de la *Déclaration d'investisseurs institutionnels sur les risques financiers liés aux changements climatiques* en 2017. Cette déclaration regroupe plusieurs investisseurs

institutionnels ayant un actif représentant plus de mille deux cents milliards de dollars. Cette déclaration vise à encourager les sociétés cotées en Bourse au Canada à améliorer leur divulgation d'informations relatives aux enjeux liés aux changements climatiques et créer un cadre collaboratif entre les différentes institutions afin d'identifier et d'évaluer les risques et opportunités en matière de changements climatiques. Voulant intégrer les principes de développement durable dans l'ensemble des classes d'actifs qu'il gère, Fondation détient, en date du 30 novembre 2018, plus de 88 millions de dollars d'obligations vertes et vise à ce que celles-ci atteignent progressivement 10 % des placements détenus sur les marchés financiers.

Du point de vue international, dans le cadre du Sommet sur le climat qui se déroulait à Paris en 2017, Fondation a été le premier investisseur privé à annoncer son engagement au financement de l'initiative du Fonds LDN (Land Degradation Neutrality) pour un montant de 10 millions de dollars américains. Ce fonds vise à lutter contre la désertification des sols et s'assurer que la superficie de sols de qualité soit suffisante pour soutenir les fonctions écosystémiques de celle-ci tout en étant garant d'une stabilité des terres arables essentielles à la production de nourriture.

Fondation estime que son rôle ne se limite pas à l'investissement, mais aussi à être un promoteur actif, tant localement qu'internationalement, de l'intégration des enjeux environnementaux dans toutes les sphères de la société. Des représentants du Fonds ont participé à de nombreux événements relatifs à la lutte aux changements climatiques tant dans les sphères locales qu'internationales. Ainsi, le président-directeur général et d'autres salariés de Fondation ont fait partie de la délégation québécoise lors de la COP 24 à Katowice. Des représentants de Fondation ont aussi participé à la Convention des Nations unies sur la lutte contre la désertification qui s'est tenue à Ordos en Chine.

Lutte contre la corruption

10. Les entreprises sont invitées à agir contre la corruption sous toutes ses formes, y compris l'extorsion de fonds et les pots-de-vin.

Depuis sa création, Fondation aborde la finance de façon innovante et responsable. Sans négliger les enjeux de rentabilité financière, Fondation prend également en considération le développement économique de l'ensemble du territoire québécois, l'équité sociale et l'intégrité environnementale. Pour que de telles préoccupations propres au développement durable se traduisent dans ses investissements, Fondation applique les mêmes fondements démocratiques et principes de transparence dans tous les aspects de sa gouvernance.

En se dotant d'une saine gouvernance, Fondation se donne les moyens d'évaluer régulièrement l'impact de ses activités sur ses parties prenantes. Cette rétroaction lui permet de rechercher constamment les meilleures pratiques à adopter, en cohérence étroite avec les valeurs et la culture de l'institution et de ses parties prenantes. Cette gouvernance reflète les valeurs qui l'animent : un mode de fonctionnement qui encourage la répartition des pouvoirs et une grande rigueur dans l'exercice des règles de gouvernance, de conduite et d'éthique. Le rapport de Fondation avec la Confédération des syndicats nationaux (CSN) en est un de partenariat et de proximité et non d'affiliation, de contrôle ou de propriété.

Il est utile de rappeler que le conseil d'administration de Fondation est composé d'une majorité de personnes qui n'exercent pas de mandat syndical et qu'une nette distinction entre la gouvernance et les opérations a toujours caractérisé le fonctionnement de Fondation. Le rôle du conseil d'administration est d'assurer un suivi des activités courantes et de la situation financière de Fondation. Les politiques, le budget et les orientations stratégiques de Fondation sont adoptés par le conseil d'administration qui maintient une vision globale des activités et supervise le travail de la direction. Le respect de l'application de chacune des politiques est confié au conseil d'administration, lequel a créé certains comités pour l'assister dans son travail.

En raison de l'importance qu'il accorde aux pratiques de saine gouvernance et de transparence, Fondation dispose d'une ligne directrice en matière de gouvernance, adoptée par le conseil d'administration en 2008. De plus, depuis 2001, un code de conduite et d'éthique à l'intention de ses administrateurs, dirigeants, cadres et toute autre personne à qui s'applique le code en raison d'une entente, d'un contrat d'emploi ou d'un mandat dans la mesure prévue à

cette entente, ce contrat ou ce mandat. Depuis 2002, un code de conduite et d'éthique équivalent s'applique aussi à l'ensemble du personnel syndiqué de Fondation. Les personnes visées doivent éviter de se placer dans des situations pouvant mettre leur intérêt personnel et celui de Fondation en conflit.

Ces codes de conduite et d'éthique définissent, entre autres, les règles de conduite des personnes visées afin d'éviter les situations de conflit d'intérêts et proscrivent l'utilisation par ces personnes d'avantages découlant d'une information ou d'un intérêt quelconque reliés à Fondation qui sont incompatibles avec leurs fonctions et responsabilités. Il leur incombe de prendre des mesures nécessaires afin d'éviter tout conflit ou apparence de conflit d'intérêts afin de maintenir leur impartialité dans l'exécution de leurs tâches et responsabilités. Les codes de conduite et d'éthique contiennent des mesures anticorruption et limitent la valeur des dons, cadeaux, services et autres avantages pouvant être acceptés par les employés et dirigeants de Fondation. Ceux-ci ne doivent en aucun temps avoir un effet dans l'exécution des rôles et responsabilités de chacun ni être susceptibles de porter préjudice à la crédibilité de Fondation.

Toutes les personnes à qui s'appliquent les codes de conduite et d'éthique (l'ensemble des employés syndiqués, cadres, administrateurs et autres personnes visées) doivent y adhérer dès leur embauche ou leur nomination et remplir une déclaration à cet effet chaque année. En matière de divulgation à l'égard de faits jugés préjudiciables à Fondation, une disposition des codes de conduite et d'éthique prévoit que tout déclarant doit, sous le sceau de la confidentialité, aviser par écrit et dans les meilleurs délais la Direction des affaires juridiques corporatives ou la présidence du conseil d'administration de toute information pertinente à l'application des codes de conduite et d'éthique qui serait portée à sa connaissance. Les codes mentionnent également qu'aucune mesure de représailles ne sera prise contre la personne qui fournit de l'information. Le comité de gouvernance et d'éthique est chargé de voir à l'application des codes, d'en assurer la révision et de faire rapport annuellement au conseil d'administration. À ce jour, aucun cas de corruption ou de conflit d'intérêts n'a été signalé.

Par ailleurs, conformément aux exigences de la Loi sur le recyclage des produits de la criminalité et le financement des activités terroristes, Fondation a mis en œuvre un programme de prévention de la fraude, malversation et corruption. Dans ce cadre, une évaluation des risques a été effectuée relativement aux activités de la souscription visées par cette loi. Le rapport, porté à la

connaissance du conseil d'administration de Fondation, ne relevait aucune infraction.

À Fondation, les pouvoirs décisionnels relatifs aux autorisations d'investissement et de déboursement sont exercés par le conseil d'administration et dans certains cas par le comité exécutif selon la nature de la demande. Le processus de revue diligente est supervisé par un comité constitué de personnes provenant de différents modules. La recommandation d'investissement résulte d'un travail collectif, sûr et compétent, qui amenuise la possibilité d'abus de pouvoir ou de corruption et contribue de manière importante à l'appréciation des risques. À Fondation, il existe une distinction claire entre la gouvernance et les opérations. Aucun palier d'autorisation n'est confié à qui que ce soit, personne ne peut décider seul d'un investissement. Le processus d'investissement franchit plusieurs étapes avant une recommandation aux instances. Aucun membre du conseil d'administration ne participe au processus conduisant à l'examen de la pertinence d'une recommandation aux instances par les comités de l'investissement ni n'est membre, à l'exception du président-directeur général, d'un de ces comités.

La Direction des affaires juridiques corporatives effectue le traitement des litiges ou autres préoccupations majeures de Fondation et en fait un suivi auprès de la présidence-direction générale ainsi qu'auprès du comité d'audit. Lorsque requis, le conseil d'administration est informé des démarches et des mesures de résolution prises.

INTÉGRATION DES OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

L'initiative des Objectifs de développement durable de l'ONU invite l'ensemble des acteurs c'est-à-dire les gouvernements, les entreprises privées et les organisations non gouvernementales à s'engager autour d'un agenda commun afin de pouvoir répondre adéquatement aux multiples défis que connaît l'humanité. Les Objectifs de développement durable ont permis à Fondation d'intégrer un référentiel global dans ses prises de décisions et son positionnement. Ces objectifs constituent pour Fondation un cadre essentiel dans l'exercice de contextualisation, de communication et de référence des enjeux globaux de développement durable. Depuis ses débuts, le Fonds intègre les principes de développement durable dans l'ensemble de ses activités et dans les relations qu'il entretient avec ses parties prenantes. Les objectifs de l'ONU permettent d'établir un standard applicable à l'ensemble des activités, non seulement en tant qu'employeur et investisseur, mais aussi en tant qu'organisation citoyenne. Ces objectifs peuvent donc percoler dans toute l'organisation et permettent de mieux coordonner nos actions en fonction d'un référentiel reconnu, le tout dans un agenda commun et mondial. Dans le cadre de l'exercice de consultation des parties prenantes du rapport de développement durable, Fondation s'est penché sur les objectifs de développement durable les plus pertinents en fonction des enjeux à propos desquels les parties prenantes se sont positionnées. La section suivante vise à illustrer comment Fondation opérationnalise les Objectifs de développement durable dans ses pratiques internes et externes.

Les objectifs qui se sont avérés pertinents lors de l'exercice de consultation sont divisés en trois catégories :

- Protection de l'environnement, lutte aux changements climatiques et transition énergétique, qui regroupent les objectifs 7, 13 et 15;
- Création d'emplois et lutte aux inégalités sociales qui regroupent les objectifs 8 et 10;
- Production et consommation responsable qui incluent l'objectif 12.

Protection de l'environnement, lutte aux changements climatiques et transition énergétique

Objectif 7 : Garantir l'accès de tous à des services énergétiques fiables, durables et modernes, à un coût abordable.

Objectif 13 : Prendre d'urgence des mesures pour lutter contre les changements climatiques et leurs répercussions.

Objectif 15 : Préserver et restaurer les écosystèmes terrestres, en veillant à les exploiter de façon durable, gérer durablement les forêts, lutter contre la désertification, enrayer et inverser le processus de dégradation des sols et mettre fin à l'appauvrissement de la biodiversité.

Les enjeux relatifs à la protection de l'environnement font partie intégrante de la mission de l'organisation depuis ses débuts. Les objectifs relatifs à la lutte contre les changements climatiques et à la transition énergétique sont directement intégrés dans les stratégies d'investissement et dans la politique en écoresponsabilité de Fondation. Le Fonds accorde une grande importance à ces enjeux tant dans la diminution de l'empreinte environnementale que dans le financement d'infrastructures énergétiques durables. Plusieurs investissements cohérents avec ces objectifs sont en cours ou ont été octroyés au cours de la dernière année. Par exemple :

- Le fonds LDN et le fonds Urapî, des fonds dédiés à la préservation et la gestion durable des sols;
- Fonds Inlandsis, un fonds de financement de projets de réduction de GES par contrat carbone;
- Participation au financement de la centrale Biomont, une centrale de cogénération au biogaz émanant d'un ancien site d'enfouissement;
- Investissement afin de créer la coentreprise Éolelectric Capital (ÉOCAP), une entreprise dédiée au développement et à l'acquisition de projets en énergie renouvelable qui mise sur l'expertise d'Éolelectric dans le secteur des énergies renouvelables.

Du côté des activités internes de Fondation, plusieurs initiatives dans le domaine environnemental ont débuté ou ce sont améliorées :

- Plus de 50 % des salariés de Fondation bénéficient du programme CarboPOINT, qui promeut les modes de transport alternatifs;
- Réception de l'attestation ICI on recycle ! Niveau 3 Argent, décernée par Recyc-Québec qui certifie une valorisation des matières résiduelles de plus de 80 %.

Créations d'emploi et lutte aux inégalités sociales

Objectif 8 : Promouvoir une croissance économique soutenue, partagée et durable, le plein emploi.

Objectif 10 : Réduire les inégalités dans les pays et d'un pays à l'autre, le plein-emploi productif et un travail décent pour tous.

Pour Fondation, l'emploi constitue le premier moyen de participer à la création et à la redistribution de la richesse, de s'intégrer à la société, d'assurer la vitalité régionale et de contribuer à l'épanouissement des personnes. En tant que fonds de travailleurs, la croissance économique, le renforcement des tissus économiques régionaux et la création d'emplois sont des aspects fondamentaux à la raison d'être de l'organisation.

Les aspects relatifs à l'emploi, à la lutte aux inégalités ainsi qu'à l'inclusion sociale font partie intégrante de la mission de l'organisation. C'est dans cette optique qu'une bonne partie de l'actif est octroyé directement et indirectement à des PME québécoises et notamment plusieurs entreprises d'économie sociale.

Plusieurs initiatives et investissements ont été réalisés dans cette optique :

- L'appui à l'acquisition par la Nation huronne-wendat d'une partie du Parc éolien de la Rivière-du-Moulin afin que la communauté autochtone puisse jouer un rôle plus important dans le développement de leur territoire et dans la gestion des ressources naturelles;
- Participation à la constitution du Fonds d'investissement pour le logement étudiant (FILE) qui fournit du capital patient aux promoteurs sociaux qui construisent ou rénovent des logements afin de créer des logements étudiants abordables au Québec, propriété de coopératives ou d'organismes à but non lucratif;
- Formation du Fonds pour les femmes entrepreneures FQ qui soutient l'investissement dans les projets d'entreprises détenues par des femmes entrepreneures.

Production et consommation responsable

Objectif 12 : Établir des modes de consommation et de production durables.

Fondation incorpore des modes de consommation durable au sein de ses pratiques internes en adoptant les principes d'achat responsable. L'acquisition de biens à l'interne est assujettie à la politique en écoresponsabilité qui s'articule autour de l'intégration des aspects environnementaux et sociaux dans le choix de produits tout en valorisant les achats effectués auprès de fournisseurs locaux. En matière d'investissement, Fondation se démarque par une offre de financement qui favorise les entreprises qui opérationnalisent les principes de développement durable dans la production de leurs biens et services.

Plusieurs initiatives en ce sens se sont concrétisées au cours de l'année :

- En partenariat avec l'entreprise d'économie sociale, La Cuisine Collective Hochelaga-Maisonneuve (CCHM), un potager de 46 jardinières et trois ruches ont été installés sur les terrains de Fondation. Les denrées produites servent à approvisionner les installations de la CCHM. Cette initiative permet de mettre en application les principes de l'économie circulaire et de créer des maillages intéressants avec la communauté avoisinante. De plus, le jardin agit comme outil de sensibilisation aux enjeux agroalimentaires et de la pollinisation pour les salariés de Fondation;
- Soutien financier à Électrobac, une entreprise dont la mission est ancrée dans les principes de l'économie circulaire. Cette entreprise a déployé un réseau de points de cueillette de petits et moyens appareils électroniques afin de les revaloriser et d'éviter qu'ils se retrouvent dans les sites d'enfouissement à la fin de leur vie utile;
- Classification du Grand rendez-vous des RF et l'Assemblée générale annuelle comme événement écoresponsable niveau 4 selon la norme BNQ 9700-253.